



Impact Capital
for Development



ÉTUDE DE CAS

Le Fonds des Énergies Renouvelables pour la Résilience au Burkina Faso

2019-2023



REMERCIEMENTS

Dans le cadre du CE4PR, le Fonds des énergies renouvelables pour la résilience au Burkina Faso (FERR-BF) est un projet de financement innovant mis en oeuvre au Burkina Faso, entre 2019 et 2023, par le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), avec le soutien financier de le Grand-Duché de Luxembourg (Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable -MECDD).

Ce document a été préparé par l'équipe Économies numériques inclusives du UN capital Development Fund (UNCDF) qui travaille plus spécifiquement dans le développement de solutions pour le financement des énergies propres.

Nous tenons à remercier l'équipe de projet du FERR-BF au Burkina Faso et nos collègues basés à Bangkok pour les précieux conseils qu'ils ont formulés tout au long du processus de rédaction ainsi que Christelle Marot, la rédactrice qui a accompagné l'équipe dans ce processus.

Au sein de l'UNCDF, le travail a été réalisé sous la supervision de Vincent Wierda, programme manager, Janine Ouattara, expert technique finance numérique au Burkina Faso, Fakhrul Islam, expert technique regional, et Karima Wardak, responsable des connaissances et de la communication pour l'équipe.

Nous remercions en particulier l'équipe du projet pour sa contribution, notamment Couroubio Flaure Ilboudo, Florentin Babou Bama, Rachid Rouamba, spécialistes des énergies renouvelables, Moïse Ouattara en charge du suivi-évaluation, Régina Rodolico, en charge du monitoring, Monia Roxane Touré, en charge de la communication et Giovanni Congi, pour la mise en page des documents.

Photo de couverture: UNCDF / Touré Monia Roxane

SOMMAIRE

04 | Introduction

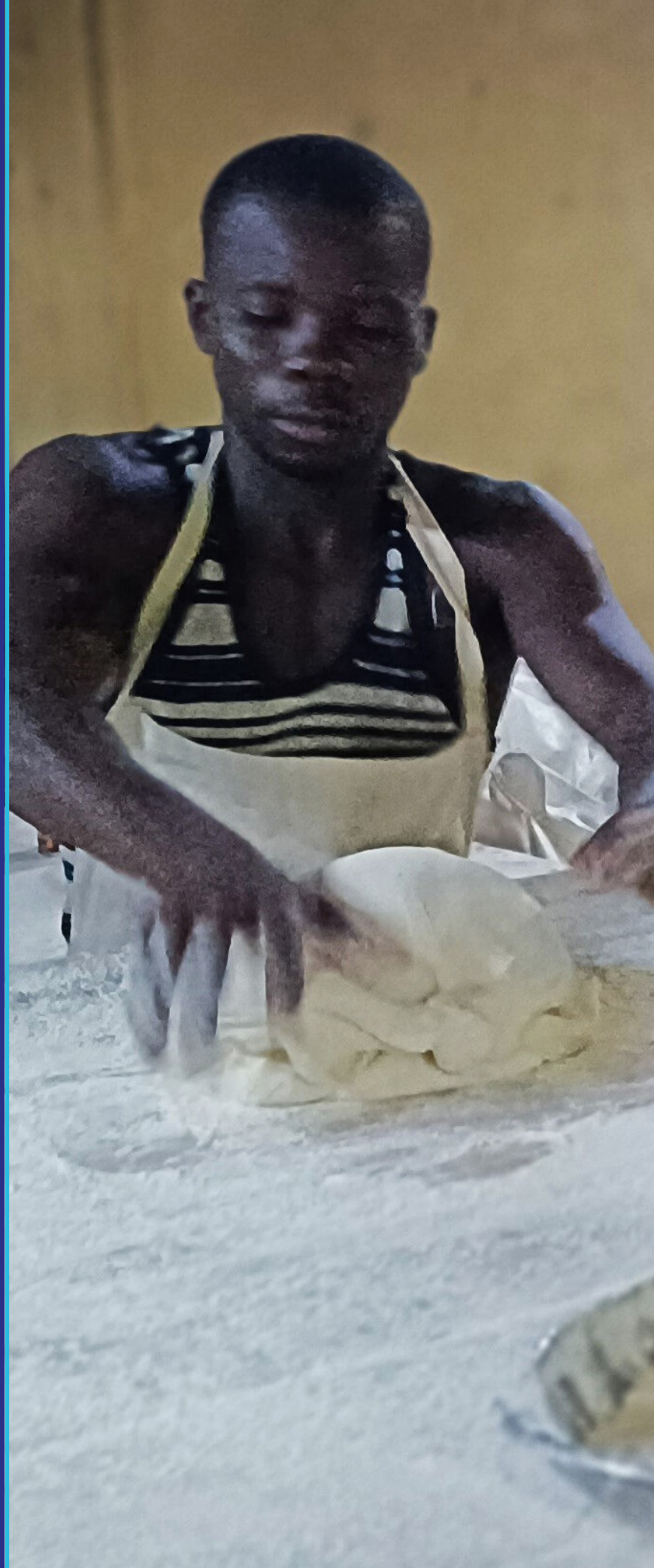
06 | Le cas de FRES/YELEEN BA

12 | Le cas de ICBD

17 | Le cas de NAFA NAANA

22 | Le cas AES

27 | Leçons et recommandations du Fonds



Préparation de Baguettes de pain à la
boulangerie Re Kyi Wo Yi à Reo.

UNCDF / Touré Monia Roxane

INTRODUCTION

Avec 80 pour cent de sa population sans électricité, le Burkina Faso accuse un retard qui entrave largement son développement économique et social. Pour la population à faible revenu, dont le PIB par tête s'établit à 893 USD en 2021, l'accès à l'énergie reste trop coûteux. Le chômage des jeunes et des femmes est élevé. Essentiellement agricole, le pays subit une double peine, accablé par les effets du changement climatique, auxquels s'ajoute une instabilité politique persistante.

Pour amorcer son décollage, l'accès à une énergie propre, sûre et abordable est une condition préalable. Le Burkina Faso vise ainsi un taux d'électrification national d'au moins 50 pour cent en 2025-2030, en tirant partie de la ressource solaire abondante sur tout le territoire et en favorisant la création d'emplois verts.

Pour accompagner les priorités du Burkina Faso, United Development Capital Fund (UNCDF), le Fonds d'équipement des Nations Unies en français, avec le soutien financier du Luxembourg (3,2 millions d'euros), a mis en place fin 2019 le Fonds des Énergies Renouvelables pour la Résilience au

Burkina Faso (FERR-BF) ; un programme novateur, qui s'achèvera en décembre 2023. Son objectif : appuyer le développement des entreprises de services énergétiques (ESCOs) au Burkina Faso et plus largement l'écosystème du secteur des énergies renouvelables, en vue de créer des activités génératrices de revenus pour les populations les plus vulnérables, femmes, jeunes, déplacés, petits agriculteurs, micro-entrepreneurs.

Au cours de son mandat, UNCDF grâce au projet FERR-BF a ainsi pu procurer de l'assistance technique, des subventions conséquentes, ainsi que des prêts, à **16 entreprises sélectionnées** à la suite d'un appel à projets, parmi une soixantaine de candidats. **Le projet a accompagné dix ESCOs, trois incubateurs, deux institutions de microfinance et un prestataire de solutions digitales de paiement.** Ces entreprises lauréates ont été retenues au regard de la viabilité commerciale de leur projet, de leur capacité organisationnelle, de la technologie utilisée, de leur impact sur les populations cibles, de la valeur ajoutée du projet et des émissions de CO2 évitées.



Ainsi, le FERR-BF a permis jusqu'à présent de soutenir **76 entités partenaires**, dont **60 entreprises incubées et 16 entreprises bénéficiaires** de subventions et de prêts.

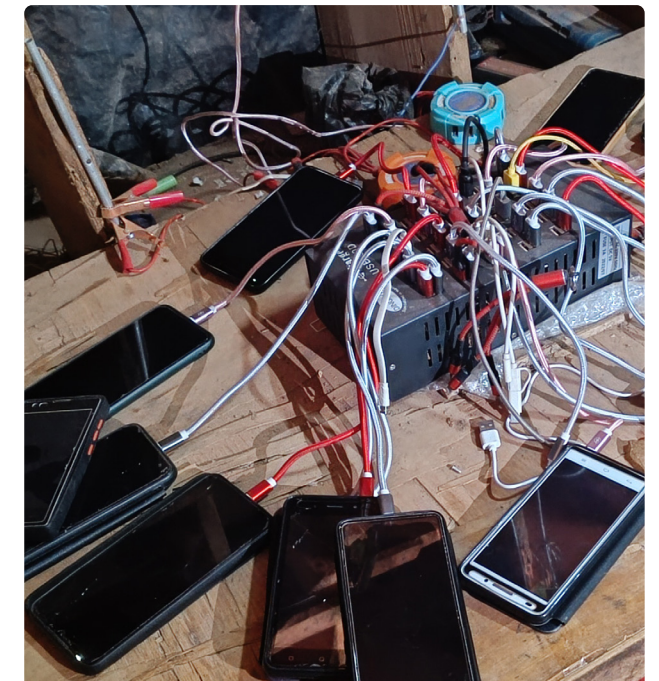
Le projet a permis également de lever **plus de 6,8 millions USD** à fort effet de levier (dont 1,9 million USD de l'UNCDF). **Plus de 9 600 équipements d'énergie** propre ont été vendus.

Près d'un millier d'emplois ont été créés. **Environ 10 000 tonnes de CO2 ont été évitées.** Mais surtout, **plus de 48 200 bénéficiaires finaux**, parmi les plus vulnérables, ont vu leur vie changer, devenus plus autonomes et résilients.

Les quatre histoires de projet présentées dans cette étude de cas sont représentatives de la façon dont le FERR-BF a pu nourrir l'écosystème d'acteurs indispensables à l'émergence et au développement des énergies renouvelables au Burkina Faso. Elles montrent les interactions entre les cinq grands types de partenaires de cet écosystème : ESCO, fintech-prestataire de services financiers, incubateur, prestataire de services de paiement, autorité publique (ANEREE, ABER, ST-PIF).

Prises sous l'angle des entreprises de services énergétiques, ces quatre cas abordent les thèmes de la cuisson propre, de l'irrigation solaire pour l'agriculture, de la mise en réseau des activités productives, agricole, artisanales et commerçantes, alimentées par l'énergie solaire. Ils font la démonstration de la pertinence des solutions basées sur les énergies renouvelables pour résoudre les défis liés à l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Le retour d'expérience des douze autres entreprises du cluster FERR-BF est disponible dans un livret à part.

Au total, sur la période de mise en œuvre du projet, entre 2019 et 2023, et malgré une aggravation de la situation sécuritaire qui a pu compliquer le travail des différents acteurs, mais qui les a obligés dans le même temps à faire preuve d'agilité, les résultats sont tangibles et très satisfaisants. **Plus de 95 pour cent des objectifs du programme FERR-BF ont été atteints.** Pour assurer le succès de ce nouveau programme, les équipes de l'UNCDF ont mis en place un suivi rapproché, à savoir un cadre de résultats et des indicateurs renseignés régulièrement, la transmission de rapports trimestriels par tous les bénéficiaires et partenaires, des réunions fréquentes, le décaissement des subventions à l'orée des résultats atteints, un dispositif de suivi-évaluation, ainsi que des visites terrain couplées à la rencontre des bénéficiaires finaux des installations pour recueillir leur avis.



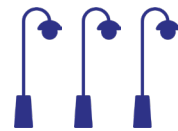
Point de recharge mobile dans une boutique de Kouakoualé.
UNCDF / Touré Monia Roxane



Femmes de la coopérative Nabonswende.
UNCDF / Touré Monia Roxane



FRES / YELEN BA



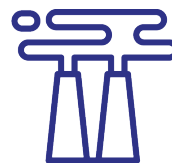
15 LAMPADAIRES QUI ÉCLAIRENT
DÉSORMAIS LE VILLAGE



21 kWc PLATEFORME SOLAIRE
POLYVALENTE, +20 ENTREPRISES
RACCORDÉES



+100 D'EMPLOIS CRÉÉS



UNE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE
GAZ À EFFET DE SERRE D'ENVIRON 20
TONNES DE CO2 PAR AN.

FRES/YELEN BA, L'ARTISAN DES PLATEFORMES SOLAIRES PRODUCTIVES ET DES MICRO-RÉSEAUX

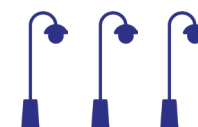
Rouamba Salfo, originaire de Manga est propriétaire et gérant d'une poissonnerie dans la localité de Kouakoualé, située à une vingtaine de km au sud de Bobo-Dioulasso. Il est le tout premier bénéficiaire de la plateforme solaire multifonctionnelle installée dans le village par FRES/Yeelen Ba, développeur de projet et fournisseur de services d'électricité solaire au Burkina Faso.

Avant d'être raccordé à la plateforme, j'utilisais des plaques solaires pour alimenter mon congélateur et éclairer le magasin, mais le dispositif n'était pas assez puissant, sachant que la conservation du poisson est délicate. Avec la nécessité de remplacer la batterie tous les six mois, cela me coûtait beaucoup d'argent", indique Rouamba Salfo. "Grâce à l'installation de FRES/Yeelen Ba, je parviens à vendre sept cartons de vingt kilogrammes de poissons par semaine ! Le jour de marché c'est là qu'il y a le plus d'affluence", ajoute-t-il.

"Lorsque nous avons rencontré les promoteurs de cette plateforme, dans le cadre d'une séance d'information, j'ai tout de suite adhéré au projet.



Plateforme solaire multifonctionnelle de FRES / Yeelen Ba à Kouakoualé.
UNCDF / Touré Monia Roxane



15 LAMPADAIRES

du village apportent sécurité et éclairent le retour des femmes qui travaillent dans les champs alentours, permettent la poursuite et le développement d'activités.



UNE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS

de gaz à effet de serre d'environ 20 tonnes de CO2 par an.



Électrification rurale dans le village de Kouakoualé, alimentée par FRES

UNCDF / Touré Monia Roxane

A raison de 300 FCFA le kWh, la poissonnerie consomme entre 6 000 et 6 500 FCFA d'énergie solaire par mois. *"Mes conditions de vie se sont améliorées, mon alimentation est plus variée et par-dessus tout, je parviens à soutenir ma famille nombreuse, restée à Manga. Dans un avenir proche, j'espère pouvoir augmenter le nombre de congélateurs dans ma boutique et établir pour ma femme, un point de restauration spécialisé dans le poisson",* se prend à rêver le gérant.

En périphérie du village, la plateforme solaire multifonctionnelle installée par FRES/Yeleen Ba alimente un hub de transformation agricole géré par des femmes (pressoir, moulin, machine à décortiquer pour le mil, arachide, sorgho, beurre

de karité...). A la tombée de la nuit. **Les quinze lampadaires qui le village** apportent désormais sécurité et éclairent le retour des femmes qui travaillent dans les champs alentours, permettent la poursuite et le développement d'activités. Les élèves profitent de la lumière pour leurs études, plusieurs maquis se sont ouverts.

La mise en service fin 2022 de cette mini centrale solaire avec son micro-réseau électrique a foncièrement changé la vie des 3 000 habitants de Kouakoualé, une commune non couverte par le réseau électrique national. « C'est parti des besoins et d'une demande de la population. Les gens voulaient des machines pour la transformation sur place de céréales, maïs, riz, sorgho, mil, et



21 kWc PLATEFORME SOLAIRE POLYVALENTE

vingtaine de petites entreprises raccordées; centre de santé

des oléagineux. Il y avait des besoins également exprimés par les artisans et les commerçants. On a fait le design de cette plateforme et installé 21 kWc, avec un système de monitoring à distance.

Cette plateforme solaire polyvalente peut désormais alimenter un moulin à farine, une décortiqueuse, une machine à mouture d'oléagineux et dessert une vingtaine de petites entreprises raccordées. On a également tiré des câbles pour électrifier le centre du village, le centre de santé qui n'utilisait jusqu'alors que des lampes pico pour éclairer la salle d'attente. On va bientôt amener cette énergie solaire jusque dans l'école du village ! », s'anime Lassina Davou. La fondation néerlandaise FRES a démarré ses activités dans le pays en 2008. Yeleen Ba, « la grande lumière », est la déclinaison commerciale locale, opérant dans la boucle du Mouhoun, dans les Hauts-Bassins et la région des Cascades.

Compteurs intelligents et systèmes PAYGO

A Kouakoualé, le modèle d'affaires mis en place par Yeleen Ba est simple. Pour les entreprises raccordées, la tarification est dégressive en fonction des kWh consommés. Il n'y a pas de forfait, mais un abonnement et des tranches connues à l'avance : 275 FCFA par kWh de 0 à 30 kWh ; 230 FCFA de 30 à 50 kWh ; 180 FCFA au-delà de 50 kWh. Les relevés sont effectués tous les mois sur place par les agents de Yeleen Ba, au niveau d'un compteur conventionnel individuel, posé chez chaque client.

« Le système de règlement PAYGO n'est pas rattaché à ce type de compteur traditionnel, mais cela va venir. Le remplacement par des compteurs intelligents, avec un système de prépaiement et de pilotage à distance, fait partie du business plan de FRES/Yeleen Ba pour 2024. Cela a du sens, car

nous disposons de toute la technologie pour le mettre en place. Cela nous permettrait une gestion plus facile, avec des données en temps réel, et la garantie d'être payés. Pour le bénéficiaire, c'est une meilleure maîtrise de sa consommation et donc une meilleure gestion de son activité, la possibilité de payer directement avec le mobile money », indique Louis Traore, le directeur général de FRES/Yeleen Ba.

Pour opérer la migration vers des compteurs intelligents, qui sont désormais la norme selon la réglementation au Burkina Faso, Yeleen Ba a commencé à se rapprocher de la société de services énergétiques et informatiques MicroSow et du fournisseur de services financiers Micro Start, deux entreprises de l'écosystème des énergies renouvelables, appuyées dans leur stratégie par l'incubateur 2M dans le cadre du programme FERR-BF. MicroSow équipe notamment des kiosques en matériel électronique, alimentés en énergie solaire.

De son côté, Micro Start intervient dans le secteur de la microfinance, proposant du crédit, de l'épargne et le transfert d'argent, à destination des ménages et des entreprises désireux d'acquérir des produits énergétiques (foyers de cuisson améliorés, kits solaires et moulins solaires). Yeleen Ba propose déjà à la vente des kits solaires domestiques et collectifs, connectés à un système de paiement PAYGO, en partenariat avec Orange Money et Solaris Offgrid.

Une centaine d'emplois créés

Avec sa trentaine d'employés, Yeleen Ba réalise un chiffre d'affaires annuel moyen de 150 millions FCFA (environ 240 000 USD). La mise en service de la plateforme solaire, soutenue à hauteur de 150 000 USD par une subvention du FERR-BF (soit près de 80 pour cent du coût total, le solde provenant



Belem Souleymane réparant une pièce de moto dans son atelier de soudure.
UNCDF / Touré Monia Roxane

de fonds propres), s'est traduite par la création de nombreux emplois. Pour assurer le fonctionnement et la maintenance sur place, Yeleen Ba a recruté quatre personnes à temps plein, dont un technico-commercial pour relever les compteurs, un superviseur, un chargé de maintenance, ainsi que trois techniciens à temps partiel.

Les vingt entreprises raccordées au réseau ont recruté aussi. Louis Traore estime à une centaine

les nouveaux emplois. Avant son raccordement au mini-réseau électrique, la patronne de la buvette de Kouakoualé, par exemple, travaillait avec sa nièce seulement. Aujourd'hui en raison de l'affluence, ils sont cinq de plus à ses côtés pour servir les clients. Des habitants viennent désormais s'approvisionner en boissons auprès de sa buvette, pour la vendre à leur tour dans les villages environnants, dépourvus d'électricité. Sans compter le recours à la main d'œuvre locale, une soixantaine de personnes,

lors de la phase de construction de la plateforme. Autre impact significatif du projet : une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'environ 20 tonnes de CO2 par an.

Dans les mois à venir, Yeleen Ba espère pouvoir connecter une vingtaine d'autres petites entreprises, ainsi que des foyers domestiques, ce qui serait une première. La société a un projet d'extension de la plateforme polyvalente pour passer de 21 kWc à plus de 28 kWc. Elle vise aussi la construction d'un château d'eau et souhaite intégrer l'horticulture sous serres, sur 5 000 m², au bénéfice de la coopérative de femmes de Kouakoualé. Yeleen Ba cherche aujourd'hui des fonds pour financer tous ces développements.

Plaidoyer auprès des autorités

« Investir dans les énergies renouvelables, c'est vraiment coûteux ; la rentabilité se fait sur le long terme. Les banques au Burkina Faso sont liquides, mais les taux bancaires des financements proposés, entre 10 et 12 pour cent, sont trop élevés pour les entreprises »

qui veulent financer de tels projets. Avec des taux à 3-5 pour cent cela serait supportable et sans subvention. On pourrait alors répliquer la plateforme solaire polyvalente de Kouakoualé au niveau de

plusieurs villages de la région. Mais au niveau actuel du taux bancaire pratiqué, le coût de l'énergie ne serait pas acceptable pour la population », explique Louis Traore.

Le directeur de FRES au Burkina Faso et une dizaine d'autres dirigeants de sociétés sélectionnées par le programme FERR-BF entendent ainsi constituer un groupe pour porter leurs doléances et faire connaître le besoin de financements abordables et sécurisés auprès des autorités burkinabè. Seront-ils entendus ?

Encouragés par les résultats du FERR-BF (95 pour cent des objectifs ont été atteints sur l'ensemble du projet), les pouvoirs publics burkinabè cherchent à accompagner davantage le développement des énergies renouvelables, secteur pivot pour parvenir à 50 pour cent d'électrification au niveau national en 2025-2030.

Au niveau du Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière (ST-PIF), notamment, « l'accent est mis sur la réglementation et sur la finance verte, laquelle figure désormais au cœur de ses nouvelles attributions consacrées par un arrêté pris en mars 2023 ».

ICBD



400 PERSONNES TRAVAILLENT SUR DES
LOPINS DE 2500 M2



+20 JARDINS MARAÎCHERS AVEC UN
ARROSAGE DE PRECISION



+50% DE RENDEMENTS AGRICOLES



-50% DE FACTURE D'EAU

ICBD SE LANCE DANS LES MINI CENTRALES SOLAIRES

« La mise en place sur ces parcelles d'une irrigation goutte à goutte au moyen d'un pompage solaire a permis d'augmenter les rendements agricoles de plus de 50 pour cent et de réduire d'autant la facture d'eau. Nous sommes passés de 10 tonnes d'oignons par hectare à 23 tonnes. Sur cinq hectares aménagés, nous attendons une production annuelle de 300 à 350 tonnes d'oignons, en trois cycles, qui sera valorisée autour de 60 millions de FCFA (environ 96 000 USD) », annonce fièrement Serge Apollinaire Ki, chargé de production au sein de l'entreprise Ingénieurs Conseils Bio Design (ICBD).

En périphérie de Koudougou, ville de 90 000 habitants située à 100 kilomètres de la capitale, dans le centre-ouest du pays, une vingtaine de ces jardins maraîchers, bénéficiant d'un arrosage de précision, ont vu le jour en 2023. On y produit désormais des oignons, des tomates, des aubergines, des concombres, des pommes de terre ; des légumes commercialisés à Koudougou et dans la région, tout au long de l'année. Une aubaine. Quatre cents personnes environ, des femmes en grande majorité, organisées en groupements, travaillent sur des lopins de terre individuels de 2 500 m². La plupart de ces femmes étaient auparavant dans



Titi Josias Kabore - Directeur général, ICBD
UNCDF / Touré Monia Roxane



AUGMENTER LES RENDEMENTS
agricoles de plus de 50% et de réduire d'autant la facture d'eau



Yameogo Isabelle, Secrétaire de la coopérative Nabonswende et Siemde Iseita, Présidente de la coopérative Relwendé.
UNCDF / Touré Monia Roxane



Yameogo Boris, Président de la coopérative Wendpanga
UNCDF / Touré Monia Roxane

l'agriculture de subsistance, tissaient des pagnes, avaient un petit commerce ou étaient sans emploi.

Depuis la fin août, la campagne agricole a démarré. Les femmes s'activent pour retourner la terre et mettre en place les pépinières. Les récoltes sont attendues fin janvier. Isabelle Yameogo, présidente du groupement maraîcher Naboswende, vient d'activer son badge sur la borne du puits partagé, équipé d'une pompe solaire. Le badge, chargé avec le mobile money ou dans les locaux d'ICBD, relié à un terminal, agit comme un péage. Il permet la délivrance d'un certain volume d'eau, à raison de 500 FCFA par m³ ; un coût qui englobe également l'accès au lopin de terre et les conseils d'un agronome. Chaque groupement possède son badge. Aux femmes de gérer ensuite, entre elles, la répartition des volumes d'eau.

wPAYGO pour l'irrigation solaire

« C'est un système que nous avons inventé, qui fait interagir un dispositif électronique et une application mobile (...) Nos bénéficiaires connaissent le pay-as-you-go pour de petits kits solaires domestiques, mais pas pour ce système d'irrigation agricole. Il a fallu les former », indique Serge Apollinaire Ki. « Le projet nous a formés tant sur les aspects de la vie associative que sur les aspects techniques de la production maraîchère », abonde Isabelle Yameogo. « Il nous a permis d'accéder à la terre, ce qui est rare pour les femmes, poursuit-elle. Nous avons de l'eau à disposition en permanence (...) Aujourd'hui, nous nous réunissons une fois par mois pour échanger des idées pour la bonne marche de nos activités et rassembler les cotisations. Chacune donne selon sa capacité ».

Avant de prendre la tête de l'un des vingt groupements, cette mère de famille de 31 ans était coiffeuse. Devenue maraîchère en complément de son activité de coiffure, Isabelle Yameogo a pu



Les femmes de la coopérative Nabonswende écoutant les recommandations du technicien agricole de ICBD.
UNCDF / Touré Monia Roxane

augmenter ses revenus de manière substantielle. « Grâce à cette activité de maraîchage, j'ai pu améliorer mon salon de coiffure, je participe davantage aux côtés de mon mari aux besoins d'alimentation, d'habillement, de santé et de scolarité de nos enfants. Je pourrais même acheter une bicyclette sans faire appel à une tierce personne », se réjouit-elle. Comme Isabelle Yameogo, Helene Zongo et Boris Yameogo sont tous deux gestionnaires d'un groupement, de femmes pour la première, de jeunes étudiants et lycéens pour le second. Ils ont eux aussi bénéficié de l'appui de l'entreprise ICBD, afin d'accéder à des terres cultivables, à l'eau grâce des installations comprenant forage, citerne et pompe solaire, et d'un accompagnement technique sur les procédés agricoles afin d'optimiser les rendements. « Nous entretenons actuellement des pépinières d'oignons et de tomates, en attendant la période de repiquage. Nous avons d'ores déjà pu faire un premier essai de culture dans nos champs au cours de cette saison pluvieuse avec le haricot », explique satisfaite Helene Zongo. « Ce projet nous a permis pour nous jeunes, d'avoir une activité, d'entreprendre, de développer des compétences en gestion et d'agir positivement sur la communauté locale », indique de son côté Boris Yameogo, 22 ans.

Lever des fonds

Retenu par le programme FERR-BF en novembre 2022, la société ICBD avait pour objectif de déployer un système d'irrigation au goutte à goutte, alimenté par l'énergie solaire, afin d'augmenter significativement la production de légumes dans la

région de Koudougou. Pour ce projet, ICBD s'est vu accorder une subvention de l'UNCDF de 85 000 USD, basée sur la performance et versée en trois tranches. A charge pour l'entreprise de lever au préalable les fonds additionnels, soit un peu plus de 14 000 USD, pour bénéficier des premiers décaissements. Une première phase qui a demandé de la réactivité au dirigeant et fondateur d'ICBD, Titi Josias Kabore. « Nous avons sollicité l'appui de notre banque pour avoir des avances afin d'exécuter les premiers travaux. Dans un premier temps, la banque a assuré nous apporter son appui, mais à la dernière minute elle a refusé de nous accompagner.

Considérant que les financements apportés par les Nations Unies ou par l'Union européenne pourraient être suspendus en raison de l'instabilité politique au Burkina Faso. Elle craignait de se retrouver seule à devoir supporter les risques. « C'est ce qui nous a poussé à faire appel à nos proches et réseaux personnels, dans le pays et à l'étranger. On a d'abord réussi à lever 20 000 USD, une somme remboursée en six mois à des taux variant de 0 à 50 pour cent. Grâce à cette première levée de fonds, nous avons pu démarrer les activités et recevoir les premiers paiements de l'UNCDF. D'autres connaissances ont ensuite accepté de nous prêter des fonds pour développer nos activités. On a récolté au total 60 000 USD », détaille le dirigeant. A l'avenir, le directeur d'ICBD pourrait avoir envie de se tourner directement vers des business angels ou du capital risque, quelque peu échaudé par sa mésaventure bancaire.

Grâce à la subvention de l'UNCDF et aux fonds levés, ICBD a pu acquérir tout le matériel nécessaire au déploiement de l'irrigation sur une grande superficie, panneaux photovoltaïques et pompes solaires. La société a recruté deux techniciens permanents, un spécialiste des technologies solaires et un agronome.

Développements digitaux

ICBD a également pu développer son application mobile adaptée à l'irrigation de précision avec InTouch, la seule fintech partenaire du cluster de l'UNCDF. InTouch est un agrégateur panafricain de solutions de paiement et de services digitaux (mobile money, transfert d'argent, achat de crédit téléphonique, etc.), hébergeant de nombreux opérateurs de téléphonie mobile et des banques. « On ne les connaissait pas auparavant. InTouch a développé pour nous une application API à intégrer à notre plateforme pour que les groupements de maraichers puissent charger les badges directement grâce à leur téléphone mobile », indique Titi Josias Kabore. Le coût facturé par InTouch pour collecter les paiements par mobile money représente 1,5 pour cent du montant encaissé sur la plateforme. Un taux que le dirigeant juge encore trop élevé.

Grâce au FERR-BF, ICBD a également pu renforcer ses capacités dans le domaine du PAYGO et développé des plateformes web et mobile associées. Ses employés ont été formés sur les questions de genre. ICBD a également reçu l'appui de deux incubateurs : 2iE sur le volet technologie solaire et 2MInvest pour le management du projet.

« C'est la première fois qu'ICBD reçoit un soutien de cette taille, technique et financier. C'est notre plus gros projet en matière de pompage dans l'agriculture »,

annonce satisfait Titi Josias Kabore. Pour l'entreprise créée il y a dix ans, le projet a initié pour la première fois le développement d'une véritable mini centrale photovoltaïque, comportant des panneaux de grande puissance. En un an, ICBD aura vu son chiffre d'affaires doubler pour passer à 25 millions de FCFA entre fin 2022 et fin 2023.

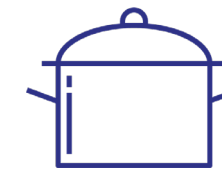
« Tout est en place. Le bilan est vraiment positif. Les femmes mènent leurs activités, elles ont été formées à l'usage des badges et du PAYGO, elles acquièrent des connaissances en matière d'agriculture bio. On leur apprend à fabriquer et utiliser des engrais naturels comme le bokachi et le magro », explique Serge Apollinaire Ki. « On reçoit aujourd'hui des demandes émanant d'autres femmes qui souhaiteraient elles aussi exploiter une parcelle, mais on n'a plus de place ! renchérit Titi Josias Kabore. On regarde à élargir ce projet à d'autres zones autour de Koudougou. Notre ambition est de développer l'irrigation solaire vers les grandes villes du pays qui manquent d'un approvisionnement régulier en légumes ». Dans le pays, le recours au système d'irrigation goutte à goutte et le pompage solaire pour l'agriculture ne sont pas fréquents. L'ambition, si elle était réalisée, contribuerait ainsi à une plus grande autonomie alimentaire.



NAFA NAANA



**-30% DE CONSOMMATION DE
COMBUSTIBLE GRACE À DES FOYERS DE
CUISSON AMÉLIORÉS**



**6 000 FOYERS DE CUISSON AMÉLIORÉS
VENDUS PENDANT LE PROJET**



**380 DISPOSITIFS D'ÉCLAIRAGE
SOLAIRES VENDUS**

NAFA NAANA ENTEND GÉNÉRALISER LA CUISSON PROPRE ÉCOLOGIQUE

«Voilà une dizaine d'années que je travaille dans la restauration. Je peux recevoir des commandes pour plusieurs centaines d'invités, jusqu'à un millier, lors de mariages, baptêmes, enterrements et autres cérémonies religieuses. Je prépare des mets locaux comme le gorné, le poulet yassa, le tō, le riz gras (...) Depuis que j'ai acquis, auprès de la société Nafa Naana, ces deux foyers améliorés pouvant porter des marmites de grand gabarit, je cuisine dans de bien meilleures conditions ; ils émettent très peu de fumée. Économiquement, cela me permet de réduire la consommation de bois », indique Monique Nana Samandoulougou, restauratrice et traiteur à Ouagadougou.

Avec des foyers classiques, pour des préparations destinées à 300 personnes, cette cuisinière professionnelle pouvait dépenser 25 000 FCFA pour l'achat du bois (environ 40 USD). Désormais, grâce aux foyers améliorés, 15 000 FCFA suffisent. Lors des événements importants, Monique Nana Samandoulougou fait appel à du personnel pour l'aider. Elle envisage déjà d'acheter d'autres foyers améliorés pour son activité. Le prix d'un foyer amélioré supportant des marmites de grande taille, vendu par Nafa Naana, entreprise burkinabè spécialisée dans la vente de solutions de cuisson propre, avoisine les 30 000 FCFA.

Qu'ils soient à usage professionnel ou domestique, les foyers améliorés affichent un meilleur rendement et permettent de réduire la consommation de combustible fossile d'environ 30 pour cent par rapport à des foyers de cuisson traditionnels. Le gain est économique, environnemental et sanitaire, avec une diminution des émissions de CO2 et des fumées toxiques inhalées. Comme Monique Nana Samandoulougou, des milliers de femmes burkinabè ont abandonné leurs foyers de cuisson traditionnels pour des appareils de cuisson améliorés conçus par des

artisans locaux et vendus par Nafa Naana. « Pour ces familles résidant en zone rurale ou péri-urbaine, en situation de grande précarité énergétique, le coût de ces appareils est relativement abordable. C'est un premier pas vers des systèmes de cuisson plus écologiques, des réchauds à gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou solaire », pointe Linda Candide Somé, responsable technique et contrôle qualité chez Nafa Naana.

Établie en 2010 et pionnière dans le secteur de la cuisson propre au Burkina Faso, cette entreprise sociale a été sélectionnée dans le cadre du projet FERR-BF, afin d'accélérer la commercialisation pour un usage domestique et professionnel, à plus large échelle, des foyers de cuisson améliorés et d'autres produits alimentés par les énergies renouvelables, lampes et kits solaires notamment ; des appareils essentiels au développement économique des populations qui n'ont pas accès à l'électricité. Nafa Naana a démarré également la promotion et la vente d'équipements productifs solaires, type congélateurs et moto pompes solaires.

Une subvention de 120 000 USD accordée, ainsi que l'appui financier et technique de l'UNCDF, ont permis à Nafa Naana d'étendre son empreinte dans le pays, tout en musclant son équipe commerciale, avec l'ouverture, en 2019 et 2020, d'agences supplémentaires dans cinq autres villes du pays, dont Dédougou, Banfora et Gaoua, venant compléter son réseau initialement déployé à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Dano.

S'adapter grâce aux réseaux sociaux

Une sixième ouverture était prévue à Fada N'Gourma, mais a été repoussée au regard de la détérioration de la situation sécuritaire dans certaines zones du pays. L'entreprise ne pouvait pas imaginer se retrouver face à des zones aussi compliquées d'accès. Entre la crise du Covid,



LES FOYERS AMÉLIORÉS

affichent un meilleur rendement et permettent de réduire la consommation de combustible fossile d'environ 30% par rapport à des foyers de cuisson traditionnels.

les problèmes d'insécurité et la hausse des coûts de transport, Nafa Naana a appris à s'adapter rapidement, installant désormais sa présence sur les réseaux sociaux pour communiquer auprès du plus grand nombre de bénéficiaires.

Au cours de la période de mise en œuvre du projet, entre 2019 et mi-2023, la société aura vendu quelques 6 000 foyers de cuisson améliorés supplémentaires et environ 380 dispositifs d'éclairage solaire de plus, dépassant ainsi les objectifs fixés par le FERR-BF (de 4 500 et 350 respectivement). Jusqu'alors, l'entreprise revendiquait la vente de plus de 26 000 foyers améliorés à bois et charbon, ainsi que la commercialisation de plus de 12 100 produits solaires. En 2022, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 90 millions de francs CFA (environ 145 000 USD). Elle compte aujourd'hui 17 salariés.

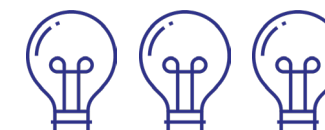
Maintenir un prix de vente accessible

En dépit de la forte hausse en 2021 et en 2022 du coût des matières premières et de la tôle utilisées par les artisans, Nafa Naana est parvenu à maintenir le prix de vente de ses appareils de cuisson pour les utilisateurs finaux « Nous sommes une entreprise sociale, certes pas trop axée sur les marges et les bénéfices. Néanmoins,

sans l'appui du FERR-BF, en cette période d'inflation, nous n'aurions pas pu soutenir nos prix à destination des bénéficiaires .

Il aurait fallu répercuter les coûts de transport et les autres charges supplémentaires, ce qui aurait limité la diffusion, vu le pouvoir d'achat des populations », souligne la responsable technique de Nafa Naana.

« Les producteurs artisanaux de foyers améliorés se sont regroupés en associations pour demander à Nafa Naana de revoir son prix d'achat du produit fini à la hausse. Trop discuter le prix des appareils achetés auprès d'artisans, qui vivent au jour le jour, faisait courir le risque d'avoir des foyers de cuisson de moins bonne qualité. Nafa Naana a donc acheté les équipements un peu plus cher (...) L'un des risques déstabilisant pour toute la chaîne, c'est la variabilité des cours des matières premières, qui augmente les coûts pour les artisans, impactant in fine le prix de vente des appareils de cuisson », explique de son côté Flaure Ilboudo Couroubio, spécialiste énergie renouvelable et cuisson propre chez UNCDF Burkina Faso.



AU COURS DE LA PÉRIODE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

entre 2019 et mi-2023, la société aura vendu quelques 6 000 foyers de cuisson améliorés supplémentaires et environ 380 dispositifs d'éclairage solaire de plus, dépassant ainsi les objectifs fixés par le FERR-BF de 4 500 et 350 respectivement.

Dans ce contexte et en raison du renchérissement du coût de la vie, Nafa Naana regrette que les foyers de cuisson améliorés ne soient pas détaxés, afin de toucher plus de populations sur tout le territoire.

Des agents du micro-crédit ambassadeurs des énergies renouvelables

Pour l'entreprise, l'un des enjeux du projet était également d'investir un nouveau créneau : les équipements solaires utilisés à des fins productives, pour des activités agricoles, de restauration ou de vente, nécessitant des moto pompes et des congélateurs solaires. Un créneau générateur de revenus et d'emplois, nécessaire, tandis que les conditions de vie des populations burkinabè se durcissent et que gonfle le flot de déplacés dans

des zones d'accueil dépourvues d'électricité. Si le projet a permis de tester la demande et le matériel, les objectifs de diffusion en revanche n'ont pas encore été atteints. En cause : des coûts d'achat des équipements productifs trop élevés à supporter pour les entrepreneurs potentiels. Le prix d'un congélateur solaire est d'environ 500 000 FCFA.

« *Même si une activité de vente de glace ou de jus est lancée, un petit entrepreneur ne pourra pas décaisser une telle somme tout de suite. Il aura besoin de la microfinance* », indique Dominique Tamini, responsable des opérations et des engagements à Graine. Cette institution de microfinance, lancée en 2006, a commencé à travailler avec Nafa Naana, dans le cadre du projet



Session de sensibilisation sur l'utilisation des foyers améliorés.

UNCDF / Calix Brice Mone

FERR-BF, afin de favoriser l'accès et le financement des équipements productifs solaires. Avec des encours crédits de près de 5 milliards de FCFA, un portefeuille clients de 105 000 membres (dont 45 000 comptes actifs), une présence dans 35 des 45 provinces du Burkina Faso et l'expérience du recouvrement, Graine a été identifiée comme l'une des courroies de transmission essentielle de l'écosystème et des plus efficaces pour permettre la diffusion des solutions énergétiques renouvelables. Et apporter au final des solutions de financements adaptées aux contraintes des bénéficiaires.

Un partenariat établi avec Nafa Naana, ainsi qu'avec deux autres sociétés retenues dans le cluster du FERR-BF, AES et Oolu Solar, a permis de former 113 des 184 agents crédit qu'emploie l'institution de microfinance aux produits solaires et de cuisson propre, devenus à leur tour les ambassadeurs des énergies renouvelables sur le terrain. « Les énergies renouvelables, c'était tout nouveau pour nous. Désormais, cela fait partie de notre quotidien. Quand l'un de nos agents sort, il fait d'une pierre deux coups, sensibilise les populations à la microfinance et aux solutions solaires. Nous avons touché près d'un millier de personnes. Il y a un gros potentiel. Les gens veulent accéder aux énergies renouvelables pour réduire leurs charges. Le besoin est là, dans la restauration pour la cuisson propre, dans l'agriculture car ils ont besoin de pompes solaires pour la culture du manioc qui demande beaucoup d'eau, pour les lampes et les frigo solaires », détaille enthousiaste Firmin Somda, chargé du financement vert chez Graine.

Nafa Naana : « Le crédit n'est pas notre métier »

D'ores et déjà, Graine entrevoit l'opportunité de diversifier son portefeuille d'activités, tout en répondant à des besoins réels et importants. Mais pour transformer l'essai, l'institution de microfinance

plaide pour la mise en place de lignes de crédit appropriées au secteur des énergies renouvelables ou d'un fonds de garantie pour sécuriser les prêts et accompagner la demande croissante. Le crédit moyen octroyé par l'institution de microfinance s'établit aujourd'hui à 150 000 FCFA, avec des taux d'intérêt variant de 12 pour cent à 15 pour cent selon la nature des projets.

La question du financement des équipements solaires productifs est cruciale. « On ne pouvait pas imaginer que la diffusion de ces équipements allait être bloquants en termes financiers. On a acquis les échantillons, on a commencé à faire la communication, mais on s'est rendu compte qu'il fallait recourir à d'autres équipements moins coûteux ou aller vers la microfinance (...) A Ouagadougou, les gens sont actifs. Avec leur salaire, ils peuvent payer des équipements à 10 000 FCFA. Mais dans les zones rurales et péri-urbaines, l'informel domine. Il est plus difficile pour les gens de payer un équipement cash. Faire du crédit, ce n'est pas notre domaine d'activité. C'est en revanche le métier des institutions de microfinance, qui savent aussi faire le recouvrement », relève Linda Candide Somé, de Nafa Naana.



Exhibition de l'utilisation d'un foyer amélioré par Nafa Naana.

© Nafa Naana

AES



14 MPME DONT 8 DIRIGÉES PAR DES FEMMES



70 KWC CAPACITÉ DES PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES INSTALLÉS



150 TONNES DE CO2 ÉVITÉS

AES : LE SOLAIRE, UN MOTEUR POUR L'AGRO-BUSINESS

Boulangerie, ferme avicole, poissonnerie, groupement de maraichers, unité de fabrication de produits pharmaceutiques ou encore maison hôtelière. Pour les quatorze micro-entreprises sélectionnées par Africa Energy Solaire (AES), dans le cadre du FERR-BF, l'accès à l'énergie solaire est une petite révolution.

Grâce à cette entreprise spécialisée dans la fourniture et l'installation des équipements photovoltaïques, la boulangerie de Valentine Kanyala, située à Réo, équipée désormais d'un congélateur et de lampe solaires, a ainsi vu sa facture d'électricité baisser drastiquement. Il est près de minuit, cela fait bientôt

huit heures que la vingtaine de salariés s'activent à la fabrication du pain. Ils travailleront toute la nuit, jusqu'à ce que les treize vendeurs indépendants, dont cinq femmes, prennent le relais au petit matin pour aller livrer les miches de pain. Dans un coin, une dizaine de sacs de farine sont entassés. La boulangerie fabrique entre 4 000 et 6 000 miches de pain par jour, selon la saison.

A l'arrière de la boulangerie, l'un des employés casse des morceaux de glace pour l'incorporer à la pâte qui se soulève et ondule dans la cuve à pétrin. « Les lampes solaires fournies par AES nous permettent de garder la boulangerie éclairée la nuit, quand il y



Kanyala Valentine, Gérante de la boulangerie Re Kyi Wo Yi
UNCDF / Touré Monia Roxane



14 ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRES
principalement des micro-entreprises familiales, dont 8 dirigées par des femmes



Boulangerie Re Kyi Wo Yi, à Réo - Pétrissage de la pâte à pain avec de la glace.
UNCDF / Touré Monia Roxane

a des coupures d'électricité. Ce qui arrive souvent avec la Sonabel. Le congélateur solaire, c'est pour fabriquer la glace, indispensable à la fabrication du pain », explique Valentine Kanyala, la patronne de la boulangerie, veuve et mère de deux enfants. « *Sans le solaire, fabriquer de la glace coûte en moyenne 15 000 FCFA par jour. Et en période de fortes chaleurs, on consomme beaucoup de glace. Avant le congélateur solaire, on pouvait se retrouver avec des factures de 350-450 000 FCFA par mois ! L'installation d'AES nous permet de faire de très grosses économies* », ajoute la chef d'entreprise. A partir de novembre, la boulangerie intensifie la production ; avec le froid, les gens consomment davantage de pain. Pour l'acquisition de ce

congélateur et les lampes solaires auprès d'AES, d'un coût total de 10 millions de FCFA, Valentine Kanyala a déboursé près de 6 millions de FCFA, versés en deux tranches. Les 4 millions de FCFA restants ont été subventionnés par le FERR-BF.

L'installation de panneaux solaires photovoltaïques dimensionnés pour le secteur productif, l'agriculture en particulier, couplés à des batteries au lithium et à des systèmes de paiement pay-as-you-go (PAYGO), a permis aux entreprises bénéficiaires d'augmenter significativement leur chiffre d'affaires et laisse entrevoir de réelles perspectives de croissance. Le solaire diminue la consommation d'électricité provenant du réseau de la Société publique



LES 70 KILOWATTS-CRÊTES (KWC) INSTALLÉS

grâce à l'ensembles des installations photovoltaïques représentent près de 150 tonnes de CO2 évitées par an

nationale d'électricité au Burkina Faso (Sonabel), il permet de s'organiser face aux délestages et de réinvestir les économies réalisées. A la clé : des emplois et l'amélioration des conditions de vie des villageois.

Appuyé par l'UNCDF, AES a déployé ses solutions dans l'ouest et le sud-ouest du Burkina Faso ; des zones bien arrosées, propices au développement de l'agriculture, et qui en même temps accusent du retard sur le plan des énergies renouvelables. Dans l'agriculture, ce sont des pompes solaires pour l'irrigation, des moulins, des concasseurs, des réfrigérateurs et des couveuses solaires qui ont été installés. La réalisation la plus conséquente, d'une capacité de 19 kWc, a été menée dans une ferme à Banfora.

Les quatorze entreprises bénéficiaires, principalement des micro-entreprises familiales, dont huit dirigées par des femmes, ont été triées sur le volet par AES, aidé d'un cabinet conseil, pour s'assurer de leur solvabilité et de leur fort impact social. Parmi les critères retenus : la capacité à rembourser le coût d'acquisition d'équipements solaires productifs, pouvant atteindre plusieurs centaines de milliers de FCFA et jusqu'à 3 millions de FCFA hors subvention, par exemple, pour un kit énergie et réfrigération solaire. La subvention accordée par le FERR-BF, d'un montant total de 58,8 millions de FCFA (environ 95 000 USD), a permis d'alléger la facture pour les sociétés bénéficiaires. En parallèle, AES a décroché un prêt d'un montant de 168 millions FCFA (300 000 USD), auprès de la Plateforme d'investissement pour les pays les moins avancés (Least Developed Countries Investments Platform, LDCIP), un dispositif de l'UNCDF, remboursable en 24 mois, lui permettant de passer à l'échelle.

Sur la période 2021-2022, AES a enregistré un chiffre d'affaires de près d'un milliard de FCFA et connu une croissance de 15 pour cent par an au cours des trois dernières années. La société revendique plus de 30

pour cent des parts de marché dans le secteur des énergies renouvelables au Burkina Faso. Depuis ses débuts en 2009, AES importe ses équipements solaires (panneaux photovoltaïques, convertisseurs, pompes, régulateurs de charge, congélateurs, batteries de stockage au lithium, couveuses etc.) auprès de fournisseurs réguliers, fabricants de produits d'énergie renouvelable établis partout dans le monde, en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, en Turquie, en Slovaquie, en Chine notamment.

Acquisition des équipements productifs

« *Pour chaque installation solaire, la facture est subventionnée par le projet FERR-BF à 40 pour cent. A la fin des travaux, le client doit faire un premier paiement de 50 pour cent du coût restant, puis régler le solde sur les douze mois suivants, tout cela avec le système PAYGO. Une fois que les échéances sont réglées, le matériel leur appartient. Nous assurons ensuite la maintenance pendant trois ans (...)* La majorité de nos bénéficiaires parvient à payer. Ce qui est moins le cas des entreprises en zones rouges qui ont désormais du mal à commercialiser leurs produits en raison de l'insécurité, mais c'est une situation que l'on comprend », explique Achille Ziba, ingénieur chez AES. « *C'est un projet pilote, ajoute André Bere, directeur technico-commercial et l'un des associés d'AES. L'objectif est d'amener tous ceux qui sont intéressés par des produits solaires à usage productif à se tourner vers la microfinance pour financer leur achat à crédit. En l'absence de subvention, une petite entreprise seule ne peut pas déboursier la somme initiale requise. Or, notre expérience montre que grâce aux recettes générées par leur activité productive, les bénéficiaires ont la capacité d'honorer des mensualités de micro-crédit* ».

Mis en relation avec l'institution de microfinance Graine, AES réfléchit à établir un partenariat pour répondre à la demande. « On pourrait installer des centaines de pompes solaires pour promouvoir l'agro-business, les gens n'attendent que cela ! Mais sans un mécanisme financier adapté, qui passerait

par des subventions, le recours à de la microfinance et à un fonds de garantie, cela ne sera pas possible. Les banques traditionnelles ne suivent pas. Leurs taux ne sont pas adaptés au secteur des énergies renouvelables et de l'agriculture, par essence saisonnière », souligne André Bere. La microfinance, en raison de son agilité et de sa base d'adhérents et de coopératives, a les faveurs du dirigeant d'AES. Des actions de sensibilisation et de formation aux produits solaires d'AES ont été menées avec les équipes de Graine à Koudougou, Dédougou et Ouagadougou.

Développer de nouveaux produits

Le projet FERR-BF a permis de renforcer les capacités techniques et les ressources humaines d'AES. Trois personnes dont l'ingénieur Achille Ziba ont été recrutées, portant à 30 l'effectif total. Le projet a également créé une dizaine d'emplois chez les bénéficiaires. Sur le plan environnemental, les 70 kilowatts-crêtes (kWc) installés grâce à l'ensembles des installations photovoltaïques représentent près de 150 tonnes de CO2 évitées par an.

Le projet a aussi donné d'autres idées à AES : l'entreprise spécialisée dans les énergies renouvelables entend développer de nouveaux produits, comme cette cuisinière à induction, imaginée par ses équipes puis installée dans une cantine scolaire. Elle souhaite introduire davantage de technologie numérique pour informer, s'interroger sur l'opportunité d'introduire un volant micro-assurance pour garantir le recouvrement des créances auprès de clients susceptibles d'être affectés par une dégradation de la situation sécuritaire. « On n'avait pas prévu que les choses allaient se dégrader à ce point. L'instabilité est un risque certes. Dans le même temps, les populations

ont pris conscience justement de l'importance de leur autonomie. D'où la nécessité de leur apporter l'aide là où ils sont.

Les énergies renouvelables permettent d'être résilients, non seulement face au changement climatique mais aussi face à l'insécurité politique », indique André Bere.

Faire évoluer les cadres réglementaires

La résilience. Le surplus d'électricité produit par certaines des centrales photovoltaïques hybrides de grande capacité installées par AES, c'est-à-dire de plus de 4 000 kWh, pourrait, si les obstacles institutionnels et réglementaires étaient levés, ne pas être perdu inutilement et réinjecté dans le réseau de la Sonabel. Un potentiel à exploiter tandis que le Burkina Faso cherche à augmenter significativement sa puissance installée pour répondre aux défis économiques et aux besoins des populations. Pour consommer et réinjecter à terme l'excédent d'électricité solaire dans le réseau, les entreprises devront être équipées d'un compteur double sens ; un appareil qui pour l'heure n'est pas défini par la réglementation.

Ce sujet pointe l'une des évolutions nécessaires des cadres réglementaires pour la production, la distribution et la commercialisation de l'électricité au Burkina Faso. Un groupe de travail énergie a ainsi été mis en place en 2022 pour réfléchir aux différents défis à relever par le marché des énergies renouvelables dans le pays, associant l'Autorité de régulation du secteur de l'énergie (ARSE), l'Agence nationale des énergies renouvelables (ANEREE), l'Agence burkinabè de l'électrification rurale (ABER), la Sonabel, les partenaires au développement dont l'UNCDF.

LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS

Au terme du programme FERR-BF, plusieurs leçons peuvent être tirées. Tout d'abord, **la question de l'accessibilité des solutions énergétiques propres, pour les populations les plus pauvres, met en exergue la nécessité d'offrir conjointement des mécanismes de financement appropriés**, qu'il s'agisse de la microfinance pour les utilisateurs finaux ou de prêts à des taux abordables et sécurisés pour les entreprises, en l'occurrence grâce à l'activation d'un fonds de garantie.

L'UNCDF travaille ainsi sur une stratégie à destination des banques pour les accompagner et leur permettre d'élaborer des produits adaptés au secteur des énergies renouvelables. **Les banques commerciales sont encore assez frileuses. Il est ressorti qu'elles ne connaissent pas bien le secteur.** L'UNCDF a déjà rencontré la Société Générale Burkina Faso, Ecobank, Crédit Agricole et Coris Bank, qui se montrent intéressées pour mobiliser des ressources en faveur des porteurs de projets dans le secteur des énergies renouvelables. **L'adoption d'une stratégie nationale pour l'inclusion financière des entreprises du secteur des énergies renouvelables, élaborée sur la base de leurs besoins et des propositions des institutions financières et bancaires, sera le prochain défi à relever pour améliorer le financement des entreprises au Burkina Faso.**

L'accessibilité passe aussi par la digitalisation des outils, le pay-as-you-go notamment permettant aux opérateurs de recouvrer leurs créances et aux bénéficiaires finaux, micro-entrepreneurs novices, d'avoir une gestion rigoureuse de leurs entrées et sorties. Le recours au leasing a été évoqué par une des ESCOs comme un moyen d'alléger la mise de fonds pour acquérir un équipement solaire productif, mais au regard du manque d'éducation financière des populations en zone rurale tout particulièrement, cette solution semble prématurée. Il faut en effet considérer les réticences liées à la méconnaissance

de ce produit financier et peut-être encore plus la crainte d'être jugé par le voisinage en cas de défaut de paiement si un appareil, dont l'utilisateur n'est pas le propriétaire, venait à être désinstallé.

En l'espèce, **la micro-assurance pourrait être une partie de la solution.** C'est un sujet qui fait son chemin et permettrait de sécuriser les familles dont le contrat de location d'un équipement productif solaire serait rompu, en raison d'aléas (décès du chef de famille apporteur de revenus, mauvaise récolte, aggravation de la situation sécuritaire empêchant les déplacements et la vente des produits). Un atelier a été organisé sur ce thème en juin 2023 auprès des ESCOs et des autres partenaires de l'écosystème des énergies renouvelables, qui ont signifié leur intérêt. **« Nous devons encourager et vulgariser les mécanismes innovants de paiement numérique pour les installations solaires, comme le PAYGO, et y associer la micro-assurance afin de rassurer les entreprises et garantir la pérennité du système. C'est grâce à ces mécanismes innovants que nous pourrions élargir l'accès aux énergies renouvelables », souligne l'ANEREE.**

Du côté des ESCOs il reste encore beaucoup à faire, de potentiels à exploiter. Cela concerne en particulier les sociétés de services énergétiques identifiées par le FERR-BF qui n'ont pas reçu de subventions, mais de l'assistance technique auprès des incubateurs 2M Invest Consult, 2iE et BBI. Elles pourraient dérouler leurs projets si elles avaient accès à des financements, tout en maîtrisant davantage les ressorts de la gestion financière. Le retour d'expérience de 2M Invest Consult, qui a incubé 21 entreprises, apporte un éclairage intéressant. Pour 16 d'entre elles, le rôle de l'incubateur était de les accompagner jusqu'à la maturation de leurs projets et plans d'affaires, afin qu'elles puissent convaincre les banques de les financer. « Nous avons préparé les business plans avec ces 16 entreprises et quand tout était prêt, nous avons organisé une table

ronde avec 13 institutions financières, une sorte de **bourse aux projets qui a vu la participation de 10 banques et de 3 IMF. Les banques n'ont pas rejeté les projets, elles proposaient des taux assez classiques de l'ordre de 8 à 11 pour cent.** Mais ce qui a manqué, c'est que les entrepreneurs acceptent de mettre la main à la poche. Pour obtenir un prêt bancaire, ils auraient dû apporter 20 à 30 pour cent des fonds. En fait, les porteurs de projets pensaient qu'ils allaient recevoir une subvention. Il y a eu une mauvaise compréhension du projet, mais surtout **un manque d'éducation financière pour accepter la prise de risque** et que la banque puisse avoir un droit de regard sur la gestion de leur entreprise. Pourtant, les projets étaient bancables ! **Il faut un changement de mentalités** », souligne Dieudonné Manirakiza, administrateur général de 2M Invest Consult.

Le projet FERR-BF a mis en évidence l'impact et l'efficacité de solutions énergétiques comme le pompage solaire et la cuisson propre, qui méritent d'être démultipliées sur tout le territoire burkinabè au cours des cinq prochaines années. **Dans l'agriculture, le pompage solaire à plus grande échelle permettrait d'augmenter considérablement les surfaces cultivées par les jeunes et les femmes, de diversifier les cultures pour s'adapter au changement climatique, de renforcer la sécurité alimentaire et de lutter contre la faim.** Sur le sujet de l'alimentation et de la cuisson propre, il convient de tenir compte des habitudes culinaires (traditionnelles) et des préférences des femmes (besoins évolutifs) en matière d'équipements de cuisson pour identifier les technologies à vulgariser en vue de garantir une transition énergétique (foyers améliorés, gaz, etc.).

Côté institutionnel, le projet FERR-BF a permis de renforcer les capacités. **Deux nouveaux cadres de concertation ont été établis au niveau gouvernemental.** Un premier cadre de concertation entre les acteurs participants de l'écosystème des énergies renouvelables est en

cours de constitution, faisant l'objet d'un arrêté ministériel. L'UNCDF a apporté son assistance pour la recension et la sélection de tous les acteurs de cet écosystème. Ce cadre pour lequel l'Agence burkinabè de l'électrification rurale (ABER) a contribué tout particulièrement est placé sous la tutelle du ministère de l'Environnement ; il permettra d'identifier et de réunir les différents acteurs, de nommer les défis et les obstacles, de mettre en avant les grandes thématiques du secteur devant être discutées, d'échanger sur les bonnes pratiques et les leçons apprises, de comprendre quels sont les intérêts de chacun. Ce cadre, holistique, fait intervenir toutes les parties prenantes, agences, ministères, partenaires techniques et financiers, notamment le ministère des Femmes, le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective, etc.

Un second cadre de concertation multisectoriel sur la finance digitale a été créé avec le Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière (ST-PIF). Il mobilise le ministère de l'Economie et des Finances, le ministère de l'Energie et le ministère de la Transition digitale. Son objectif est de promouvoir le digital dans l'usage des énergies renouvelables, afin de faciliter l'accès aux systèmes énergétiques, les paiements et l'acquisition du matériel. La collaboration entre le ST-PIF et l'UNCDF a permis d'intégrer à ce cadre sur la finance digitale les questions liées aux énergies renouvelables. « **Cette collaboration avec l'UNCDF a contribué à l'extension de nos missions, pour que nous puissions prendre en compte les questions de finance verte.** Nouvelles missions qui ont été consacrées par un arrêté le 27 mars 2023 portant organisation, attributions et fonctionnement du Secrétariat », souligne Lin Hien du ST-PIF. Les autorités burkinabè se sont emparées des sujets de la finance verte et de la finance digitale, il convient dès lors de les accompagner.

À propos UNCDF

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) est la principale entité de financement catalytique des Nations Unies pour les 46 pays les moins avancés (PMA) à travers le monde. Dans le cadre de son mandat unique en matière de capital et en mettant l'accent sur les PMA, l'UNCDF s'efforce d'investir et de catalyser des capitaux afin d'aider ces pays à atteindre la croissance durable et l'inclusion envisagées par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action de Doha pour les pays les moins avancés, 2022—2031.

L'UNCDF établit des partenariats avec d'autres organisations des Nations Unies, ainsi qu'avec des acteurs des secteurs privé et public, afin d'avoir un plus grand impact sur le développement, notamment en débloquent des ressources supplémentaires et en renforçant les mécanismes et les systèmes de financement contribuant aux voies de transformation, en se concentrant sur des thèmes de développement tels que l'économie verte, la numérisation, l'urbanisation, les économies inclusives, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation économique des femmes.

En tant qu'institution de financement du développement hybride et agence de développement, l'UNCDF utilise une combinaison d'instruments de capital (déploiement, conseil financier et commercial et catalysation) et d'instruments de développement (assistance technique, renforcement des capacités, conseils politiques, plaidoyer, leadership intellectuel, analyse et cadrage du marché) qui sont appliqués dans cinq domaines prioritaires (économies numériques inclusives, finance transformatrice locale, autonomisation économique des femmes, financement du climat, de l'énergie et de la biodiversité, et financement des systèmes alimentaires durables).

Disclaimer

Les appellations utilisées sur cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou de l'UNCDF quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones.



Gauche: Jeune pousse de sorgho.

En haut au milieu: Pépinière de la coopérative Relwendé.

En bas au milieu: Repiquage de pousses d'oignons dans la pépinière de la coopérative Relwendé.

Droite: Membre de la coopérative Nabonswende.



Impact Capital for Development



www.uncdf.org

Novembre 2023